BEROSE
Encyclopédie internationale
des histoires de l'anthropologie

Le rapport "Cuisenier" dans la RCP Châtillonnais : de l'inexploitation à la valorisation

Françoise Zonabend
EHESS, Paris
2020

POUR CITER CET ARTICLE
Zonabend, Françoise, 2020. «Le rapport "Cuisenier" dans la RCP Châtillonnais : de l'inexploitation à la valorisation», in *Bérose - Encyclopédie internationale des histoires de l'anthropologie*, Paris.
URL Bérose : article2041.html

Publication Bérose : ISSN 2648-2770
© UMR9022 Héritages (CY Cergy Paris Université, CNRS, Ministère de la culture)/DIRI, Direction générale des patrimoines et de l'architecture du Ministère de la culture. (Tous droits réservés).
Votre utilisation de cet article présuppose votre acceptation des conditions d'utilisation des contenus du site de Bérose (www.berose.fr), accessibles ici.

Consulté le 19 mars 2024 à 01h56min

Publié dans le cadre du dossier documentaire consacré à Jean Cuisenier, dirigé par Nicolas Adell (Université Jean-Jaurès, Toulouse) et Martine Segalen (Université Paris-Nanterre)

Héritières d'une longue tradition fondatrice de l'étude scientifique des mondes sociaux les recherches coopératives sur programme (RCP) tinrent en France, entre 1960 et 1980, une place prépondérante. Il s'agissait à travers elles, à partir des sciences sociales et humaines, en tenant compte de leur inscription au sein des musées et des laboratoires existants dans les grands établissements scientifiques, de tenter d'entreprendre une connaissance pluri-diciplinaire de « micro-sociétés » saisies dans leurs dimensions tant biologiques que sociales ou culturelles de leur développement. Au cours de ces deux décennies, cinq RCP ont été menées sur le territoire français qui, chacune à sa façon au travers les différentes œuvres publiées, marqua l'histoire de l'ethnologie de la France [1]. Or, à propos de ces entreprises, le nom de Jean Cuisenier n'est guère cité, pourtant il participa, en tant que chercheur, aux ultimes travaux menés dans le cadre de la RCP Aubrac, mais surtout il fut l'un des dirigeants les plus impliqués parmi les maîtres d'œuvre de la RCP 58 dite du « Châtillonnais ». Pour tenter d'expliquer les raisons de ce quasi-silence qui pèse sur le nom de Cuisenier dans ces entreprises scientifiques, il faut revenir sur les circonstances qui marquèrent sa participation à celles-ci et se reporter alors vers les années 1964-65.

Jean Cuisenier et l'Aubrac

Dans ces années là, la RCP Aubrac touche à sa fin. Elle avait été pensée dans le but d'étudier le fonctionnement d'une société « traditionnelle » reposant notamment sur l'élevage bovin et la fabrication artisanale de fromage. Les enquêtes ethnographiques devaient couvrir tous les aspects de la vie culturelle et sociale, y compris les migrations temporaires qu'elles soient saisonnières ou de plus longue durée. Georges-Henri Rivière (GHR) qui assume la direction de la RCP, juge qu'il est nécessaire d'ajouter à ce vaste panorama un regard sociologique afin de dresser un bilan actuel de la situation économique et sociale de l'Aubrac en ce début des années 1960. Pour étudier cette modernité GHR souhaitait recruter un chercheur qui soit tout à la fois « ethnologue, sociologue et économiste » ainsi qu'il le dira à Isac Chiva alors directeur-adjoint du Laboratoire d'Anthropologie sociale (LAS). C'est d'ailleurs Chiva qui présenta Jean Cuisenier à GHR et selon les souvenirs que Chiva évoqua souvent devant nombre d'interlocuteurs : « ce fut entre eux ' le coup de foudre ' » ! En 1964, lorsque Jean Cuisenier rencontre GHR, il est alors chargé de recherches au CNRS, membre du Centre de Sociologie Européenne (CSE) que dirige Raymond Aron qui est aussi son directeur de thèse. Il y est responsable, avec une petite équipe, du programme des études économiques au sein du centre. Il est aussi, dans ces mêmes années, en relation avec Claude Lévi-Strauss, directeur du LAS, puisque ce dernier, dans une lettre datée du 25 janvier 1962 [2], le remercie pour « le remarquable article » qu'il a adressé à la revue du LAS intitulé « endogamie et exogamie dans le mariage arabe » publié dans *L'Homme*, n°2 de 1962. C'est donc sans doute par l'intermédiaire de Claude Lévi-Strauss, ou encore de Pierre Bourdieu lui aussi membre du CSE et proche connaissance de Chiva que ce dernier rencontre Jean Cuisenier. Au demeurant ne travaillent-ils pas, l'un et l'autre, sur des sociétés à écriture, dites complexes, inscrites dans l'histoire du monde occidental ? Jean Cuisenier, tout à la fois européaniste, pronant une socio-anthropologie éclairée par des données chiffrées sur la situation économique et sociale des groupes sociaux étudiés, était certainement le « bon » collaborateur avec lequel GHR pensait pouvoir compléter l'enquête en Aubrac. Aussi le chargea-t-il aussitôt d'y mener une étude-bilan sur les caractéristiques économiques du système d'élevage de la région et il insista pour que le rapport de la « mission Cuisenier » fut publié, en toute priorité, dans le tome 1 des sept ouvrages publiés sur la RCP Aubrac. Une décision qui ne manqua pas de susciter un certain « dépit » parmi les chercheurs du Centre d'ethnologie française (CEF) du MNATP, ainsi que le souligne Martine Segalen dans la biographie qu'elle consacre à Jean Cuisenier d'autant plus qu' : « Après avoir effectué avec quelques collègues du Centre de sociologie européenne des séjours de terrain – dont la brièveté lui était reprochée par l'équipe du musée –, il avait posé un diagnostic très négatif sur l'évolution de la société paysanne de l'Aubrac alors que les ethnologues du musée y voyaient une société en pleine mutation, faisant face aux défis de la construction de l'Europe. Ce désaccord incarnait l'opposition qui régnait alors entre ethnologie et sociologie, deux disciplines ennemies dans les années 1970 ». [3] Ce rapport Cuisenier, non programmé ni discuté collectivement et si contraire dans ses conclusions à celles prises par les agronomes, les sociologues et les ethnologues engagés en Aubrac, peut-il expliquer l'exclusion des équipes relevant de la sociologie rurale et de la science politique (Henri Mendras, Marcel

Jollivet) dans la RCP qui va suivre ? Il n'est pas interdit de le penser ! Quoi qu'il en soit la collaboration entre GHR et Jean Cuisenier allait se poursuivre dans le cadre de la RCP Châtillonnais où le rôle d'organisateur pratique et scientifique de ce dernier fut central.

La RCP Châtillonnais

Dès 1965, alors que les travaux menés dans le cadre de la RCP Aubrac sont loin d'être publiés non plus d'ailleurs que ceux issus de la première enquête pluridisciplinaire sur Plozévet, GHR propose au CNRS d'entreprendre, sur une autre région de France, ce même type de démarche scientifique pluri-institutionnelle, mais en choisissant un « pays » aussi contrasté que possible, géographiquement, historiquement, économiquement, socialement de l'Aubrac. Le choix se porte alors sur l'Est de la France et plus particulièrement sur le Châtillonnais, arrondissement formé de six cantons, comptant quelque 30 000 habitants répartis entre une petite ville - Châtillon-sur-Seine - et 115 communes. Située dans une zone de turbulences historiques et démographiques, à proximité de capitales régionnales - Dijon et Troyes – et non loin de Paris dont elle subissait l'influence, la région était entrée depuis la fin de la Première Guerre mondiale dans une phase de modernisation tant de son agriculture que de son industrie locale centrée sur l'exploitation minière. Le Châtillonnais offrait certes de nombreuses différences avec l'Aubrac, mais se posait alors la question de savoir si cet ensemble formait une véritable entité régionnale ?

Le projet de RCP Châtillonnais fut accepté par le CNRS en 1966 [4]. Il s'organise autour d'une commission permanente placée sous la responsabilité de GHR et constituée des directeurs des laboratoires scientifiques qui participent à la RCP – la CEF du MNATP, le LAS, l'Institut national de recherches agronomiques (l'INRA), le Centre de Recherches historiques (CRH) de l'EHESS. La commission est chargée d'assurer le pilotage de la RCP pendant trois ans avec l'aide d'un bureau de coordination et d'action composé de chercheurs issus de ces mêmes laboratoires. C'est dans cette dernière structure que siège Jean Cuisenier et c'est lui, épaulé et soutenu par Isac Chiva, qui suggère, avant que les disciplines sollicitées n'entreprennent des recherches spécifiques, de commencer par établir une sorte de photographie démographique, sociologique, économique, de la région aux fins de procéder, sur une base de connaissances communes, à la mise en place des thèmes, au choix des sous-régions et des groupes sociaux à soumettre, dans chaque discipline, à une investigation approfondie. Autrement dit, cette analyse globale préalable devait guider le choix des sujets des études à entreprendre dans la région, quelle que soit la discipline engagée. Ce protocole pratique et théorique fut adopté par la commission directoriale et Jean Cuisinier fut chargé d'élaborer et de coordonner l'enquête au fondement de sa réalisation.

Comment fut-elle conçue ? Celle-ci se divisa en deux parties : la première, menée avec le concours de l'INRA et de l'INSEE, rassemblait les principales données statistiques existantes telles qu'elles résultaient du recensement général de la population de 1962 ; la seconde, dite de « tronc commun », visait à approfondir ces mêmes données en s'appuyant sur un questionnaire élaboré à partir des résultats de la première partie de l'enquête. Ce

questionnaire qui concerna un échantillon stratifié de la population de quelque mille personnes fut administré par les futurs chercheurs collaborant à la RCP dans le but certainement de créer entre eux une émulation collective, une sorte de communauté de travail. Il faut reconnaître que malgré leur concours à cette tâche commune, l'ensemble des chercheurs participant à la RCP ne se rencontrèrent jamais : ni à Paris ni sur place puisqu'en aucun lieu, une « maison commune » ou un secrétariat collectif ne les rassembla à l'inverse de ce qui c'était passé dans les deux précédentes RCP.

Les premiers résultats de cette double enquête concernant la mobilité géographique et professionnelle de la population, l'organisation sociale des unités domestiques, leurs comportements matrimoniaux, familiaux, économiques et politiques, ont été publiés sous la direction de Jean Cuisenier dans un rapport dit provisoire (mais qui ne fut jamais complété) en 1969 sous le titre : *Le Châtillonnais. Matériaux et hypothèses pour une recherche ethnologique, sociologique et économique*. Ce rapport était complété par une synthèse économique établie par Pierre Mathal et Philippe Evrard, chercheurs à l'INRA, titrée *L'évolution en longue prériode de l'agriculture d'une petite région : le Châtillonnais* et par une présentation historique élaborée sous la direction de Serge Wolikow, membre du CRH, dénommée *Enquête Chatillon : problèmes d'histoire démographique et socio-professionnelle*. La deuxième phase de la RCP aurait dû alors procéder au choix des thèmes, des sous-régions et des groupes locaux à soumettre à une investigation plus approfondie à partir des hypothèses sociologiques et économiques révélées par ces rapports [5].

L'impossible interdisciplinarité

L'appartenance disciplinaire très diverse des organismes de recherches engagés dans cette RCP et pourtant appelés à collaborer, l'absence de toute réflexion scientifique collective pour structurer les travaux des différents chercheurs, ont empêché qu'il en soit ainsi. Dès lors, comme on le constate les recherches sociologiques, ethnologiques ou anthropologiques, conduites à l'issue de ces deux premières années se déroulèrent de façon autonome et aucune étude d'ensemble sur les caractéristiques identitaires de cette entité régionale ne fut menée à bien. Or, c'était là un des buts poursuivis par Jean Cuisenier au travers de la seconde partie de son rapport. Cette dernière partie, issue de l'enquête directe par questionnaire, était destinée à détailler et à approfondir les résultats de l'étude statistique préalable en ciblant plusieurs champs : la composition des familles, l'homogamie ou l'hétérogamie des alliances matrimoniales, la transmission des patrimoines, les attitudes face à l'éducation des enfants, les conséquences de l'inégale répartition géographique du peuplement, les différences entre culture urbaine et culture rurale. A l'énoncé de ces axes de réflexion, on saisit bien, rétrospectivement, les buts que poursuivait Jean Cuisenier au travers de ces items. Comme il l'écrira dans l'avant-propos de l'article de Françoise Loux et Michel de Virville paru dans la revue *Etudes rurales*, en 1969 [6], il voulait, avant toute autre approche, caractériser le système social d'une entité régionale aux contours mal fixés, comme c'est le cas du Châtillonnais, et ce à partir de variables, familiales, sociales, politiques. En d'autres termes encore il importait, posait-il, de savoir quelles caractéristiques contextuelles propres à une région la

différencient le plus clairement d'une autre, quelles activités et attitudes les plus significatives distinguent les uns des autres les agents des divers groupes sociaux qui la composent. On comprend d'emblée, malgré cet énoncé un peu rapide, combien les orientations prises par Jean Cuisinier dans cette enquête préalable étaient éloignées de celles poursuivies par les différentes disciplines représentées dans la RCP, engagées qu'elles étaient toutes sur d'autres objets d'études. D'autant plus que Jean Cuisenier souhaitait que les propositions de recherches s'appuient sur une méthode statististique encore peu employée en sociologie : l'analyse factorielle des correspondances qui fut très en vogue dans les années 1960 [7]. Rappelons que celle-ci vise à décrire et à hiérarchiser les relations statistiques qui peuvent exister entre des individus et des variables sociales A travers cette méthode et le choix original des items sociaux retenus pour caractériser ces groupes locaux, Jean Cuisinier voulait donner une orientation nouvelle aux études sociologiques en terrain rural, les sortir de leur pesanteur passéiste, voire folklorique, cherchant en quelque sorte à inscrire le territoire étudié dans l'actualité de la société environnante. D'où cette démarche préconisée dès cette enquête de base qui consistait à « quantifier le qualitatif ».

Les premiers résultats de cette double enquête concernant la mobilité géographique et professionnelle, la composition des unités domestiques, les comportements matrimoniaux, familiaux, économiques et politiques, ont donc été consignés sous la responsabilité de Jean Cuisenier en collaboration avec les membres de son équipe, dans ce rapport dit « provisoire » cité plus haut. Il est important de souligner que, même telle quelle et non entièrement exploitée, cette enquête préalable associée à la tentative de mutualiser les données entre les futurs participants à la RCP, constituait une initiative tout à la fois originale de croisement des approches et opportune pour autant que toutes les parties prenantes de la RCP pourraient disposer de séries d'informations administratives, sociales ou économiques parfaitement cartographiées et chiffrées. Le rapport Cuisenier représentait donc une avancée méthodologique et scientifique notable. Mais ce rapport, distribué aux chercheurs participants à la RCP au début de l'année 1969 alors que ceux-ci avaient déjà commencé à choisir leurs lieux d'enquête, fut considéré méthodologiquement - tout particulièrement par les ethnologues et les anthropologues - comme trop éloigné de leurs façons de procéder sur le terrain car essentiellement centré sur des données comptables ou statistiques. Aussi ne s'en servirent-ils guère pour orienter ou étayer leurs propres problématiques ; pas plus qu'ils n'utilisèrent le questionnaire de « tronc commun » - pourtant orienté vers le recueil de données sociologiques sur le déroulement de la vie pratique - qu'on leur avait demandé de faire passer localement, mais sur lequel ils n'avaient pas été consultés et dont ils ne comprenaient pas toujours l'intérêt de certains items qui ne répondait guère à leurs attentes. Ils avaient d'autres perspectives théoriques à élucider et d'autres objets d'étude à élaborer. Aussi, dès 1967, les diverses enquêtes menées sur l'arrondissement se sont-elles déroulées de façon autonome sans croisement interdisciplinaire ni réflexion collective sur les possibles utilisations des données recueillies dans ces rapports préalables.

Des résultats en ordre dispersé

Sous la direction de GHR, les ethnologues du MNATP s'engagent dans cette nouvelle RCP dans un état d'esprit scientifique guidé par l'étude d'une société paysanne dite « traditionnelle », selon le projet du Musée. [8] Jean Raisky, ethnomusicologue au MNATP, souligne bien cette continuité dans son témoignage recueilli lors de la journée d'études [9] qui s'est tenue en 2003 à la MSH de Dijon : « La galerie du musée est le moyen de guider mon action sur le terrain ». Les objets ou les sujets à repérer dans le Châtillonnais seront donc ceux illustrant une civilisation paysanne menacée de disparition : les contes coutumiers étudiés par Marie-Louise Tenèze, le calendrier des fêtes et des danses calendaires par Claude Gaignebet et Francine Lancelot, l'artisanat traditionnel par André Desvallées et Mariel Bruhnes Delamarre, les instruments de musique anciens par Jean Raisky et Claudie Marcel Dubois, enfin l'étude des rebouteux et des guérisseurs par Marcelle Bouteiller. Or dans tous ces domaines la région, à la suite des changements consécutifs aux effets des deux guerres mondiales, s'est révélée un territoire trop engagé vers la modernité de l'agriculture ou la transformation industrielle, pour y collecter quoi que ce soit d'intéressant sur les thèmes ou objets canoniques de cette ethnologie de sauvegarde poursuivie alors au MNATP. Aussi la plupart des missions d'études auxquelles ces recherches donnèrent lieu ne firent l'objet d'aucune publication.

L'équipe des anthropologues du LAS, constituée de Tina Jolas, Marie-Claude Pingaud, Yvonne Verdier et Françoise Zonabend investit, entre 1968 et 1978, pour une longue enquête d'ethnographie participante le village de Minot pour en recenser les aspects passés et contemporains avec une grille de lecture inspirée par l'anthropologie structurale appliquée à l'ethnologie de la France tant méthodologiquement – recherche directe orale, consultation de toutes les sources écrites disponibles tant privées que publiques - que thématiquement – la parenté, l'alliance, les formes symboliques anodines, la structuration culturelle de l'espace social. Il ne s'agissait plus de collecter, mais d'interpréter ces faits et traits sociaux ou symboliques et de montrer qu'ils obéissaient aux mêmes types de structures universelles qu'on repère dans toutes les sociétés. Plusieurs livres et articles furent publiés sur ce village qui ouvrirent vers de nouvelles façons d'étudier le monde rural et infléchirent de façon durable l'appréhension de l'anthropologie européenne. A la lecture de ces publications, on mesure le décalage entre le rapport Cuisenier et ces enquêtes de terrain.

Quant aux historiens du CRH, sous l'impulsion d'Emmanuel Le Roy Ladurie, ils se consacrèrent à l'étude de la limitation des naissances dans la ville de Châtillon et de la mobilité géographique et sociale de sa population entre le XIXe et le XXe siècle. Pour leur part les économistes de l'INRA se donnèrent pour objectif de poursuivre l'étude des changements de la structure professionnelle de la population mais sans croiser leurs observations avec celles des historiens. Chaque discipline, là encore, a travaillé de façon autonome, certes à partir de la bibliographie et des enquêtes administratives existantes, mais sans chercher à articuler entre elles leurs résultats. Dans ces deux disciplines les enquêtes menées ne donnèrent lieu qu'à de la littérature « grise ».

Seuls les membres de l'équipe rattachée à Jean Cuisenier – Françoise Loux, Michel de Virville, Claude Royer, Henri Raulin et Jacques Gurtwirth – tentèrent d'approfondir et de définir les variables sociales, économiques ou politiques fournies par le rapport de base. Ils poursuivirent des enquêtes, dans plusieurs communes de la région, étudiant le degré d'adaptation et d'inscription des unités économiques – artisans, agriculteurs, ouvriers…- dans la société globale. Mais ils ne menèrent aucune étude d'ensemble pour tenter de comprendre ce qui liaient ou différenciaient entre elles, politiquement, écononomiquement ou familialement, ces collectiviés locales hétérogènes dans leurs démarches de modernisation. Ces travaux furent publiés sous forme d'ouvrages ou d'articles édités dans différentes revues de sciences sociales.

A la différence des précédentes RCP qui donnèrent lieu à des ouvrages de synthèse, aucun travail d'ensemble sur le Châtillonnais ne fut jamais entrepris aux fins de montrer la conformation particulière de ce système social régional ou la spécificité globale du territoire étudié. Il faut savoir aussi que des circonstances institutionnelles particulières expliquent, pour partie, l'effacement méthodologique et scientifique du rapport Cuisenier et le bilan éditorial certes substanciel mais quelque peu désordonné de cette RCP.

Rappelons que Jean Cuisenier succéda, en janvier 1968, à GHR à la tête du MNATP. Il va alors avoir à diriger une institution lui conférant des responsabilités autrement plus lourdes que celles qui étaient les siennes au sein du CSE. Aussi, bien qu'il restât directeur de la RCP, il n'a pu réaliser la grande ambition qu'il s'était fixée au départ et dont son rapport était le socle : montrer que ces territoires ruraux que les différentes sciences sociales des années 1930 aux années 1970, quelles que soient les différentes approches que l'on distingue, décrivaient toujours comme peu intégrés à la société globale, n'étaient certainement pas si atones ni sans ressources adaptatives au monde urbain au sein duquel ils s'inscrivaient.

Le Châtillonnais « revisité »

Toutefois, le bilan de cette RCP ne s'arrête pas à ces constatations plutôt négatives concernant l'impossible inter-disciplinarité ou la dispersion des publications, puisqu'elle connaît actuellement une reviviscence au travers de l'usage mémoriel de ses archives et de la « revisite » dont elle fait l'objet.

Dès les années 2000, une attention nouvelle s'orienta, dans la communauté scientifique, vers l'archivage des travaux en sciences sociales [10] et l'intérêt se porta alors sur le recueil des archives de ces RCP [11] qui ont jalonné son histoire. Contrairement à celles de l'Aubrac conservées au MUCEM, celles de la RCP Châtillonnais étaient dispersées entre les divers laboratoires et institutions de rattachement des chercheurs/participants : cela montre bien l'absence de toute structure commune de rassemblement et de mutualisation des données. La création, aux alentours de 2005, du centre d'archivage Marcel Maget de la Maison des Sciences de l'Homme de Dijon dont la vocation est la sauvegarde des archives scientifiques des mondes ruraux [12] et leur mise à disposition de la communauté académique, permit la

réunion de l'ensemble des fonds documentaires de la RCP. S'y trouvent donc rassemblées les archives originales de l'enquête Minot du LAS, celles menées par le CRH, celles du département Economie et Société de l'INRA et, en copie numérisée, celles de la vingtaine de chercheurs du CEF qui y participèrent.

Ces archives inventoriées et cataloguées, devinrent alors « un lieu de recommencement » pour reprendre une expression de Michel de Certeau, puisque ce programme de rassemblement mené par des socio-économistes de l'INRA partenaires du Centre Marcel Maget, s'accompagna de leur part d'un effort de (re)contextualisation des modes de fabrication de ces fonds dans le but de mieux repérer les formes d'engagement épistémologique et méthodologique des divers chercheurs engagés dans ces enquêtes. Cette remémoration se fit par le recours à des entretiens ou des discussions menés avec eux [13] quand c'était possible. Plus encore, considérant les façons d'inventorier et de cataloguer les archives de l'enquête menée par les chercheuses du LAS, j'ai alors tenté de raconter « comment Minot s'est écrit » [14]. L'archive est en effet un gisement de mémoire où chacun peut imprimer sa marque : l'inventeur comme le collecteur, le lecteur comme le « revisiteur ». Chacun y trace son sillon et c'est ainsi que partant de ces thématiques élaborées par d'autres, celles-ci vont être (re)travaillées, comparées avec les données recueillies aujourd'hui. Alors peut s'engager une « revisite » de la région du Châtillonnais visant à saisir l'évolution tant politique, sociale, familiale ou économique de ces mondes ruraux.

Cette nouvelle enquête est pilotée par Gilles Laferté, Julian Mischi et Nicolas Renahy, tous membres du Centre d'économie et Sociologie Appliquées à l'Agiculture et aux Espaces Ruraux de l'INRA rattaché à la MSH de Dijon. La revisite se poursuit actuellement et pour tenter de cerner la place du rapport Cuisenier dans la RCP, j'ai eu accès à quelques *working papers [15]* et me suis entretenue, en février 2018, avec l'un des directeurs du projet, Gilles Laferté. C'est ce dernier qui m'apprit combien « le rapport Cuisinier » que nous, en tant qu'anthropologues avions si peu utilisé à l'époque de nos recherches dans le Châtillonnais, constituait un apport fondamental dans le cadre de cette revisite contemporaine. Jean Cuisenier avait en effet collecté des données sur les stratégies financières, matrimoniales ou éducatives de ces groupes ruraux, au cœur des actuelles interrogations des « revisiteurs » qui portent sur les pratiques sociales, politiques, économiques et culturelles qui lient entre elles ces unités familiales qu'elles vivent dans des espaces ruraux ou dans les zones urbaines qui les englobent. Le rapport Cuisenier, et particulièrement l'enquête de tronc commun, leur permet de saisir, avec une relative exactitude, les années où se sont mises en place, dans cette population agraire et ouvrière, des pratiques économiques novatrices – telles l'utilisation de la banque pour le recours au crédit pour l'achat de terres ou de matériel - ou encore de dater très précisément l'époque où les parents ont compris qu'il leur fallait orienter leurs enfants, garçons et filles, vers les études scolaires supérieures plutôt que de vouloir les voir poursuivre dans des métiers propres au monde agicole. Déjà, en 1965, ces groupes ruraux étaient loin d'être aussi isolés, immobiles, fermés sur eux-même qu'on le disait et Jean Cuisenier dans son rapport avait bien pointé les instruments comptables, les stratégies adaptatives, dont ces groupes avaient su s'emparer ou faire preuve pour s'ouvrir à la

modernité de la société environnante. Le rapport principal et surtout l'enquête par questionnaire, fournissaient de multiples indicateurs sur les transformations économiques et sociales de ces groupes plus finement localisées que la statistique publique ne le permettait. Traquant les informations au niveau du foyer, partant de questions anthropologiquement orientées sur les conduites familliales, éducatives ou matrimoniales des ménages et des familles, le rapport Cuisenier apporte aujourd'hui aux revisiteurs des faits concrets, historiquement datés, pour la compréhension de l'évolution dynamique de ces mondes ruraux contemporains que l'on pensait, il y a encore peu, en voie de disparition. Or ces univers sociaux qui comptent aussi bien des agriculteurs, des artisans, des professions libérales ou des notables politiques ont su s'adapter à la société globale environnante ainsi qu'il est démontré dans ces études préliminaires visant à servir de cadre épistémologique à la revisite [16].

On est loin d'avoir tiré toutes les leçons épistémologiques de ces grandes enquêtes et reconnu l'influence que leurs recherches ont pu avoir ou auront sur le déroulement des sciences sociales. Certes de nombreux « retours d'expériences » sur l'interdisciplinarité [17] ou la restitution [18], de même que des ouvrages [19], des colloques, des séminaires ou des journées d'études ont eut lieu sur ces RCP, mais on ne s'est pas encore véritablement intéressé à leurs « ratés », à ces textes ronéotés, ces rapports diffusés en interne, cette littérature « grise » qui n'ont pas eu l'honneur d'une publication en bonne et due forme. Or il y a là un stock de données remarquables, non exploitées, sur la société rurale française des années 1960-1980, à l'aide desquelles on peut aujourd'hui « revisiter » ces territoires pour mieux comprendre leur situation actuelle et surtout leur relation à la société globale. Le rapport Cuisenier est l'exemple parfait de ces (re)découvertes fécondes.

---

[1] L'ouvrage dirigé par Bernard Paillard, Jean- François Simon et Laurent Le Gall (dir), *En France rurale. Les enquêtes interdisiciplinaires depuis les années 1960*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2010, propose un panorama très complet de ces RCP.

[2] *Cf.* archives du LAS.

[3] Martine Segalen, «Un ethnologue européaniste au défit d'un musée : biographie de Jean Cuisenier» *in BEROSE — Encyclopédie internationale de l'Histoire de l'anthropologie* » Paris, 2020, 2, en ligne http://www.berose.fr/article1811.html.

[4] On trouvera dans l'ouvrage déjà cité de Bernard Paillard et *als* (dir), un texte de Serge Wolikow «La RCP du Châtillonnais (1966-1968) ou le rendez-vous interdisciplinaire manqué. La dimension historique d'une revisite», *opus.cit.*, : 281- 300), qui éclaire parfaitement l'histoire de la mise en place et du déroulement de cette RCP.

[5] Ces rapports sont consultables au Centre Marcel Maget de la MSH de Dijon, *cf.* note 11.

[6] Françoise Loux, Michel de Virville, « Le système social d'une région rurale : le Châtillonnais », *Etudes rurales*, 1969, n°35, 5-135.

[7] Voir à ce sujet : Jean-Paul Benzécri, *Histoire et préhistoire de l'analyse des données*, Paris, Ed. Dunot, 1982.

[8] On trouvera dans la présentation de Serge Wolikow (*art.cit.)* la liste des textes publiés par les chercheurs participants à la RCP. A cette liste il faut ajouter l'article que Jean Cuisenier publia dans l'ouvrage dédié à Claude Lévi-Strauss, « Age et sexe dans la société provinciale française », *Echanges et communications*, Mélanges offerts à Claude Lévi-Strauss à l'occasion de son 60e anniversaire, réunis par Jean Pouillon et Pierre Maranda, La Haye, Mouton, 1970, p. 242-257 ; ainsi que le catalogue de l'exposition photographique : « Un village et son terroir : Minot en Châtillonnais » qui s'est tenue au MNATP du 5 juin au 30 juillet 1973.

[9] Organisée par la MSH de Dijon et le GARAE sous l'intitulé « *Les archives de la RCP Châtillonnais : états des lieux, témoignages* », cette journée d'études s'est tenue à Dijon le 12 novembre 2003.

[10] *Cf.* le dossier présenté par Jean Jamin et Françoise Zonabend « Archives et anthropologie » *Gradhiva*, 2000-2001, n°30-31, 57-193.

[11] *Cf.* la journée d'étude déjà évoquée tenue à la MSH de Dijon et les deux journées qui eurent lieu au GARAE de Carcassonne, les 3, 4, novembre 2005, intitulées « Ethnologie de la France. Les grandes enquêtes collectives ». A ces journées d'études s'ajoutent celles tenues à Brest et à Plozévêt et dont l'ouvrage de Bernard Paillard (et *al*) déjà cité est issu.

[12] Céline Alazard, et *al.*, « Le centre Marcel Maget : archiver les enquêtes directes sur les mondes ruraux » *Entreprises et histoire*, 2017, 3, n°88, 190-195.

[13] Dans cette perspective des entretiens avec divers chercheurs engagés dans la RCP furent effectués par l'équipe de l'INRA. Ces entretiens sont consultables dans les archives de la RCP. On peut aussi se référer à l'article de Gilles Laferté, « Des archives d'enquêtes ethnographiques pour quoi faire ? Les conditions d'une revisite », *Genèses*, 2006, n°63, p.25-45.

[14] Françoise Zonabend, « Retour sur archives ou comment Minot s'est écrit », *L'Homme*, 2011, n°200, 113-140.

[15] Gilles Laferté, Nicolas Renahy, « Tradition, modernisation, domination. Trois regards des études rurales françaises cristallisés autour d'une enquête (RCP Châtillonnais, 1966-1975) INRA-ENESAD, UMR CESAER, *Working paper*, 2006-2.

[16] 16. *Cf.* Frédéric Nicolas, SébastienVignon et Gilles Laferté (introduction). « Elus locaux et notabiliés » *Etudes rurales*, 2019, n°204 et Gilles Laferté, *L'Embourgeoisement : une enquête chez les céréaliers.* Paris, Raisons d'agir, 2019.

[17] André Burguière, « Plozévet, une mystique de l'interdisciplinarité ? » *Cahiers du Centre de recherches historiques*, 2005, n°36, p.231-263.

[18] *Cf.* la conclusion de l'ouvrage de Bernard Paillard (et *als)* déjà cité, intitulée « Restitution et construction de l'objet en ethnologie du proche» par Françoise Zonabend.

[19] Gilles Laferté,Paul Pasquali et Nicolas Renahy(drs), *Le laboratoire des sciences sociales. Histoires d'enquêtes et revisites.*Paris, Raisons d'Agir, 2018, 376 p.